

Les Gilets jaunes responsables du " trou de la Sécu" ? (Communiqué du NPA 65)

L'information distillée par les sources gouvernementale tourne en boucle à l'occasion de la présentation du projet de loi de financement de la Sécurité sociale pour 2020. Le « trou de la Sécu », qui devait être définitivement « comblé » se creusera à nouveau en 2019 (3,2 milliards d'euros) et 2020 (3,9 milliards d'euros). Le coupable est tout désigné : le mouvement des Gilets jaunes et les revendications qu'il a imposées au gouvernement. « Ces pelés, ces galeux d'où venait tout le mal »...

Le prétendu « déficit » représente en réalité une somme dérisoire : 0,2 % du budget de la Sécurité sociale. Pour mémoire, le déficit du budget de l'État pour 2020 sera lui de 93,1 milliards d'euros sans que cela gêne qui que ce soit ! En réalité, le retour du « déficit » sert de justification au nouveau tour de vis imposé à la Sécurité sociale. Alors que la grève des urgences, les luttes en psychiatrie et dans les EHPAD font partout apparaître un manque dramatique de personnel dans les établissements hospitaliers, le gouvernement entend leur imposer de nouvelles restrictions. L'augmentation des budgets hospitaliers sera de 2,1 %, et celle des établissements médico-sociaux de 2,8 % alors qu'elles devraient être de plus de 4 % pour simplement maintenir les moyens existants. En conséquence, 4 milliards d'euros d'économies vont à nouveau être réalisés, en 2020, au détriment de la santé.

Quant à la branche retraites, les « déficits » annoncés préparent de nouvelles mesures, cela avant même que la « réforme systémique » annoncée par Macron n'entre en vigueur...

Comme dans la fable de La Fontaine, les « pelés », les « galeux » servent de boucs émissaires : ce sont les Gilets jaunes qui ont imposé quelques mesures pour un peu desserrer la corde de l'austérité qui les étouffe, ce sont les retraités qui ont l'audace d'exiger l'indexation de leurs pensions sur les prix et refusent la hausse de la CSG, pour ne pas encore voir leurs maigres ressources baisser !

Le procédé est ancien mais commode pour innocenter les vrais responsables : les grandes fortunes de ce pays et ceux qui gouvernent dans leur intérêt. Car si la Sécu est malade, ce n'est pas de payer aux retraités des pensions décentes ou de créer des emplois hospitaliers indispensables, c'est bien du refus de prendre l'argent là où il est... Cette année aura été celle du « double jackpot » pour le patronat puisqu'il a empoché « en même temps » 30 milliards d'euros d'exonérations supplémentaires de cotisations sociales et 30 milliards d'euros de CICE !

Macron et son gouvernement ont également décidé que les mesures gagnées par les Gilets jaunes ne devaient coûter un sou ni aux employeurs, ni au budget de l'État (en principe dans l'obligation de compenser les baisses de cotisations sociales). Aussi, le recul sur la hausse de la CSG, les exonérations de cotisations sur les heures supplémentaires ou sur la prime de fin d'année seront à la charge de la Sécurité sociale. C'est bien le pouvoir politique qui a fait ce choix, c'est donc lui seul qui porte la responsabilité du « déficit » !

Pour imposer d'autre choix, pour financer les retraites et la santé, c'est bien un autre partage des richesses qu'il faut, en ajustant les recettes de la Sécurité sociale aux besoins et non l'inverse.

Le NPA TARBES, le 3 octobre 2019.